

Après avoir mené une guerre politique contre la culture, le sport et la solidarité en supprimant des millions d'euros de subventions, le conseil régional des Pays de la Loire par la voie de sa présidente Christelle Morançais s'enferme dans des relations douteuses avec P-E Stérin.



Après son soutien assumé à la nuit du bien commun organisée à Nantes le 5 juin 2025, C Morançais persiste en lançant une plateforme d'orientation pour les lycéen·nes gérée par « Le Crayon », un média digital dans lequel le milliardaire conservateur Stérin a investi.

La liste des personnalités interviewées par ce média ne laisse pas de doute sur sa complaisance avec l'extrême-droite : Julien Rochedy, ancien président des jeunes du Front national, l'influenceuse et ancienne porte-parole de génération identitaire Thaïs d'Escufon, l'ancien policier syndicaliste Bruno Attal, Florian Philippot, l'identitaire George Jordi, Eric Zemmour ...

La porosité entre la présidente de région et Stérin est de plus en plus problématique.

Dans une région Pays de la Loire, longtemps épargnée par l'extrême-droite, mais qui n'échappe pas à la montée du RN dans certaines zones, ces alliances attestent d'une dérive politique où l'arc républicain n'existe plus et entérinent un rapprochement de la droite avec l'extrême-droite.

Dans le même temps, l'enseignement privé toujours plus financée par la région se trouve confronté à un scandale politique: le recrutement d'un enseignant à l'Université Catholique de l'Ouest condamné pour propos racistes en 2014 est plus qu'une erreur de casting. Cet « enseignant » a depuis démissionné de son poste suite aux fortes critiques émises par les étudiant·es quant à son recrutement et son passif. Il convient de rappeler que l'UCO avait il y a encore peu comme mécène un dénommé Stérin P-E que l'on retrouve encore dans l'enseignement, fidèle à sa stratégie d'éduquer une jeunesse dans son projet réactionnaire, catholique,

intégriste, raciste. La fin de ce mécénat selon le journal Libération du 17 septembre 2025 a été actée suite encore une fois à la pression des étudiant·es.

Au collège privé « L'espérance » à Ste Cécile en Vendée, le chef d'établissement revendique la non-mixité dès la 6ème au prétexte que « *les garçons ne doivent se concentrer que sur les apprentissages et que les filles les feraient sortir du droit chemin catholique* ». Bien qu'étant un établissement sous contrat, ce collège contourne les programmes nationaux tout en bénéficiant des subventions publiques.

VISA44 dénonce les collusions entre la région et l'extrême-droite et combattra sans relâche les dérives réactionnaires dans l'éducation.

